

Quels justificatifs fournir pour activer une affiliation dans le cadre d'un contrat ADEM ?

Réponse courte

Pour activer une affiliation dans le cadre d'un contrat ADEM, l'employeur doit fournir au Centre commun de la **sécurité sociale (CCSS)** les justificatifs suivants : une copie du contrat de travail signé mentionnant la mesure ADEM, l'attestation d'éligibilité délivrée par l'ADEM, le formulaire d'affiliation du CCSS dûment complété, une copie de la pièce d'identité du salarié, le cas échéant l'autorisation de travail ou de séjour pour les ressortissants de pays tiers, et la notification d'octroi de l'aide ADEM si une aide financière est prévue.

L'ensemble de ces documents doit être transmis au CCSS par voie électronique via la plateforme SECUline ou, à défaut, par courrier recommandé. La date de réception des justificatifs détermine l'ouverture des droits sociaux du salarié.

Définition

L'affiliation dans le cadre d'un contrat ADEM correspond à la déclaration obligatoire par l'employeur de l'engagement d'un salarié recruté via l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) auprès du Centre commun de la **sécurité sociale (CCSS)**. Cette démarche vise à garantir la couverture sociale du salarié, incluant l'assurance maladie, l'assurance accident et la retraite, conformément à la législation luxembourgeoise. L'affiliation doit être réalisée pour tout salarié recruté dans le cadre d'une mesure ADEM, quel que soit le type de contrat (CDI, CDD, contrat d'initiation à l'emploi, etc.).

Conditions d'exercice

L'employeur est tenu de procéder à l'affiliation du salarié dès l'entrée en service effective, conformément à l'article 7 du Code de la sécurité sociale et à l'article 1er du règlement grand-ducal du 22 décembre 2006 relatif à l'affiliation auprès du CCSS. Cette obligation s'applique à tous les employeurs établis au Luxembourg, indépendamment de leur secteur d'activité, dès lors qu'ils bénéficient d'une mesure d'aide à l'embauche ou d'un dispositif spécifique géré par l'ADEM. L'affiliation doit être réalisée avant le début effectif du travail ou, au plus tard, le jour même de la prise de fonction. Tout retard expose l'employeur à des sanctions administratives, à la perte des aides ADEM et à la suspension des droits sociaux du salarié.

Modalités pratiques

Pour activer une affiliation dans le cadre d'un contrat ADEM, l'employeur doit transmettre au CCSS un dossier comprenant les justificatifs suivants :

- **Copie du contrat de travail signé** mentionnant la référence à la mesure ADEM concernée et comportant les signatures des deux parties.
- **Attestation d'éligibilité délivrée par l'ADEM**, datée et signée, certifiant que le salarié remplit les conditions requises pour bénéficier du dispositif.
- **Formulaire d'affiliation du CCSS dûment complété**, disponible sur le site du CCSS, renseignant toutes les informations relatives à l'employeur, au salarié et à la nature du contrat.
- **Copie de la pièce d'identité du salarié** (carte d'identité ou passeport en cours de validité).
- **Le cas échéant, autorisation de travail ou de séjour** pour les ressortissants de pays tiers, permettant l'exercice d'une activité salariée au Luxembourg.
- **Notification d'octroi de l'aide ADEM** lorsque la mesure implique une aide financière, à joindre au dossier.

L'ensemble des documents doit être transmis au CCSS par voie électronique via la plateforme SECUline ou, à défaut, par courrier recommandé. La date de réception des documents fait foi pour l'ouverture des droits sociaux. L'employeur doit veiller à la traçabilité de la transmission et à la conservation des justificatifs.

Pratiques et recommandations

Il est recommandé de vérifier la validité et la cohérence des documents avant transmission, notamment la concordance entre les informations figurant sur le contrat de travail, l'attestation ADEM et la pièce d'identité du salarié. Toute omission ou discordance peut entraîner un refus d'affiliation ou un retard dans l'ouverture des droits sociaux. Il est conseillé de conserver une copie complète du dossier transmis ainsi que l'accusé de réception du CCSS, afin d'assurer la traçabilité et la preuve du respect des obligations légales. En cas de doute sur l'éligibilité du salarié ou la nature des justificatifs requis, il convient de solliciter l'avis de l'ADEM ou du CCSS. L'employeur doit également garantir l'égalité de traitement entre les salariés et respecter la confidentialité des données transmises, conformément aux obligations en matière de protection des données personnelles.

Cadre juridique

Référence	Objet
Code de la sécurité sociale, art. 7	Obligation de déclaration d'entrée
Article L.541-1 et suivants	Mesures d'aide à l'emploi via l'adem
Article L.414-3	Égalité de traitement
Livre I, Titre II, Chapitre 1er	Affiliation des salariés
Article 1er et suivants	Cadre applicable
Règlement grand-ducal du 22 décembre 2006 relatif à l'affiliation des salariés auprès du CCSS	Modalités d'application
Loi modifiée du 18 janvier 2012 relative à l' ADEM	Cadre légal applicable
Règlements grand-ducaux relatifs aux mesures d'aide à l'emploi	Cadre applicable
Jurisprudence de la Cour administrative luxembourgeoise	exigence de transmission complète et conforme des pièces justificatives
Règlement (UE) 2016/679 (RGPD) pour la protection des données à caractère personnel	Cadre applicable

Le non-respect des obligations d'affiliation ou la transmission tardive d'un justificatif peut entraîner la suspension de l'aide [ADEM](#), des **sanctions administratives**, voire une requalification du contrat. Il est impératif de respecter la liste des pièces exigées, les délais de déclaration et d'assurer la traçabilité de toutes les démarches.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.